

Hommage à la femme

Comment une meilleure gestion de
l'hygiène menstruelle conduit à une
meilleure santé, plus de dignité et
d'épanouissement professionnel

Brisons le silence !





Contenu

i	
Avant-propos	2

ii	
Introduction: Un tabou dans un domaine tabou ?	3

Chapitre 1	
Nommer l'innommable.....	6

Chapitre 2	
Les serviettes jetables, les coupelles et les serviettes réutilisables en tissu : la gestion des menstruations.....	9

Chapitre 3	
En aval : élimination et gestion	11

Chapitre 4	
Les prochaines étapes	13

Chapitre 5	
Couverture par les médias sociaux.....	15

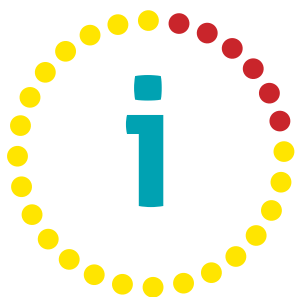
Chapitre 6	
Délégués	16

Chapitre 7	
Programme.....	18

Chapitre 8	
Le chemin qu'il nous reste à parcourir.....	20

« Si les hommes pouvaient avoir des règles... celles-ci seraient un phénomène masculin enviable et dont ils s'enorgueilliraient : ils se vanteraient d'avoir des règles longues et abondantes. Des rites religieux et des soirées entre hommes marqueraient le début des menstruations des garçons, cette preuve tant attendue de leur virilité. Le Congrès financerait un institut national de la dysménorrhée pour enrayer les désagréments mensuels provoqués par les règles. Les tampons et les serviettes hygiéniques seraient financés par l'État et obtenus gratuitement. »

Gloria Steinem



Avant-propos

En Inde,
chaque mois,
plus de
350 millions
de femmes et de
filles se sentent
honteuses et mal
à l'aise ; elles
éprouvent bien
souvent un sentiment
d'insécurité

En 2012, le Labo
GHM (« MHM Lab »)
a touché plus de
12 000
femmes et filles de
cinq États indiens,
notamment dans de
petites villes

Le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC) s'emploie à instaurer un monde dans lequel chacun bénéficie durablement d'un approvisionnement en eau, de services d'assainissement et d'une bonne hygiène. À cette fin, il place les gens au cœur de son action. Pour réussir, nous devons reconnaître que les êtres humains sont différents sur le plan biologique, qu'ils ont des besoins différents en fonction de leur sexe, de leurs capacités physiques et de leur âge. La traduction des principes de l'équité en actions pratiques se trouve au centre de notre *Plan stratégique à moyen terme 2012-2016*, qui fait de l'équité un objectif mesurable pour l'ensemble de notre action.

L'hygiène menstruelle constitue une dimension émouvante de notre action en faveur de l'équité. Il s'agit d'une entrée en matière pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (le secteur WASH) susceptible de donner un véritable sens aux services de base aux yeux des femmes et des filles. En Inde, chaque mois, plus de 350 millions de femmes et de filles se sentent honteuses et mal à l'aise. Elles éprouvent bien souvent un sentiment d'insécurité, tentant de cacher le fait qu'elles ont leurs règles tout en gérant la situation de sorte que personne ne s'en rende compte. Pourquoi agissent-elles ainsi ? Parce que les installations dans les écoles où elles étudient, les lieux où elles jouent et se détendent, les marchés, les fermes et les bureaux où elles travaillent, n'ont pas été conçus en tenant compte des besoins simples mais récurrents qu'entraîne ce phénomène biologique. Pourquoi cela ? Parce que les règles font l'objet d'un tabou transmis au fil du temps et ne peuvent être gérées qu'en privé par les femmes et les filles, et non partagées en public. »

Le WSSCC considère que le mépris des besoins des femmes en matière d'hygiène menstruelle représente une violation de leurs droits. Pour faire tomber le tabou qui entoure les menstruations, il faut tout d'abord respecter le droit des femmes et des filles à l'information et à la connaissance, et leur permettre de parler librement des menstruations. Ensuite, des dimensions pratiques doivent être appréhendées, telles que l'intimité, l'eau pour laver leurs vêtements souillés, des endroits où les faire sécher, et la possibilité d'éliminer décemment les serviettes usagées, partout où des filles et des femmes jouent, étudient, travaillent ou se détendent. En outre, pour faire tomber ce tabou, il faut créer des lieux où les femmes et les filles peuvent discuter librement des menstruations. Le WSSCC y contribue en animant des rencontres d'apprentissage et de partage innovatrices qui permettent aux femmes, jeunes et moins jeunes, de comprendre et de répondre aux besoins pratiques liés à la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM), et qui aident les jeunes filles à sortir du silence et à ne plus se sentir honteuses, mais à avoir confiance en elles et à ressentir de la fierté.

En 2012, l'un de ces programmes lancés par le WSSCC, le Labo de gestion de l'hygiène menstruelle, a touché plus de 12 000 femmes et filles de cinq États de l'Inde, notamment dans de petites villes où l'on ne parle jamais des menstruations. La population a réagi au Labo GHM avec un intérêt tel que les décideurs politiques au plus haut niveau national et des États individuels du pays se sont sentis directement concernés. Cette réaction leur a montré à quel point il était important de cerner, de comprendre et d'apporter des réponses à cette question qui affecte la vie de millions de femmes et de filles dans le monde entier.

Le compte à rebours jusqu'en 2015 a commencé, accompagné d'une évaluation des progrès accomplis vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Alors même qu'il tente d'accélérer les progrès en faveur d'un monde où chacun bénéficiera d'un accès égal à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, le WSSCC entend profiter de cette période propice à l'établissement de bilans pour s'attacher à réduire les inégalités. Il est important pour le WSSCC de changer la vie de millions de femmes en brisant le silence qui pèse sur les menstruations. Nous espérons que vous aussi, vous placerez ce thème au centre de vos préoccupations.

Chris Williams, Directeur exécutif du Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, Genève, Suisse

Introduction

Un tabou dans un domaine tabou ?



On compte de nombreux candidats au titre d'« ultime tabou », mais en 2013, les menstruations sont particulièrement bien placées pour prétendre à ce titre. Ce tabou est si fort que même dans le domaine WASH, les menstruations sont restées prisonnières du silence, de la stigmatisation et d'un profond désintérêt. Voilà qui est effarant, quand on sait qu'à l'échelle planétaire, deux milliards de jeunes filles et de femmes ont l'âge des menstrues. Chaque jour de l'année, 300 millions de femmes et de jeunes filles ont leurs règles, et, en tout, la plupart des femmes connaîtront des pertes de sang pendant 3 500 jours au cours de leur vie. La majorité de ces femmes et de ces jeunes filles n'auront pas accès à des produits d'hygiène féminine propres et sûrs, ni à un espace propre respectant leur intimité pour changer de serviette hygiénique, ni à un espace respectant leur intimité pour se laver. Les règles se doivent de rester invisibles et silencieuses, et parfois, les femmes et les filles qui ont leurs règles se doivent de rester invisibles et silencieuses, elles aussi. Nombre d'entre elles sont isolées physiquement pendant leurs règles, ou culturellement par des décrets et des restrictions.

Non seulement le tabou qui entoure les menstruations porte atteinte à la dignité de millions de femmes et de filles, mais il fait pire encore : il arrive que le manque crucial d'infrastructures et de produits d'hygiène féminine adaptés force les filles à quitter l'école, de façon temporaire ou parfois même définitive. Selon une étude réalisée par AC Nielsen au sujet de l'utilisation des protections hygiéniques en Inde, l'absence de produits d'hygiène menstruelle adaptés force les jeunes filles à manquer l'école environ cinq jours par mois, soit 50 jours par an. Vingt-trois pour cent d'entre elles quittent définitivement l'école lorsque leurs règles apparaissent.¹ À l'inverse, une étude de l'Université d'Oxford menée au Ghana a montré que lorsque les filles bénéficient d'une éducation à la puberté et de serviettes hygiéniques, leur absentéisme est très fortement réduit, puisqu'en moyenne 6,6 jours d'école sont gagnés par chaque jeune fille au cours d'un trimestre.

Au Bangladesh, des études réalisées par HERproject ont montré que la gestion de l'hygiène menstruelle pousse les femmes à s'absenter du travail jusqu'à six jours par mois, ce qui a une incidence sur leur capacité de gagner leur vie et sur leurs revenus. Il s'agit donc d'un tabou coûteux qui a un impact négatif sur la création de revenu et, de ce fait, sur le PIB. Mais, encore à l'heure actuelle, ce tabou nuit en silence à la prospérité et au progrès.



Le Dr Charles Senessie, du Afro-European Medical Research Network.

« La gestion de l'hygiène menstruelle ne consiste pas à réinventer la roue, mais à apporter des enseignements à ce forum. »

Audrey Kettaneh,
UNICEF

Chaque jour
de l'année,
300
millions
de femmes et de
jeunes filles à
travers le monde
ont leurs règles

« Nous pouvons associer très clairement la GHM à d'autres atouts politiques, par exemple l'éducation, qui constitue dorénavant une question politique de premier plan. On ne peut pas aborder la question de l'éducation sans aborder également la GHM. »

Catherine Dolan,
Université d'Oxford

¹ http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2011-01-23/india/28363510_1_women-resort-napkins-menstruating

En Inde, jusqu'à
23%
des filles d'âge
scolaire quittent
l'école lorsqu'elles
atteignent la puberté

La stigmatisation cause également d'importants dommages physiologiques. Il arrive que les jeunes filles qui ne sont pas bien informées au sujet des menstruations et qui n'ont pas la possibilité d'apprendre ce qu'elles doivent savoir à ce sujet utilisent des matières inappropriées, voire dangereuses, comme des chiffons sales, de la paille, du sable ou du papier journal. Ceux-ci peuvent provoquer des infections internes et un handicap, et cela arrive.

Pour toutes ces raisons, le WSSCC a estimé qu'il était temps d'agir. Le 8 mars 2013, un événement unique s'est tenu au Palais des Nations à Genève. *Hommage à la femme : la gestion de l'hygiène menstruelle* a été un événement unique non seulement parce qu'il portait très clairement sur les menstruations, mais aussi de par la diversité des participants qui sont venus de loin à l'occasion de la Journée internationale de la femme afin de parler pendant plusieurs heures d'un sujet qui reste tabou, de nos jours, dans les plus hautes sphères du financement et de la prise de décisions.

Les participants à cette journée provenaient de milieux spécialisés aussi différents que l'ingénierie, la santé et l'éducation, mais aussi le monde des affaires, le marketing, l'économie agricole, la gestion des déchets et le secteur WASH. Des professionnels du monde médical et des professeurs de médecine, des représentants d'agences des Nations-Unies dont le Haut-Commissariat des Nations-Unies aux Droits de l'Homme (HCDH), l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation la Science et la Culture (UNESCO), et le Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance (UNICEF) ainsi que des ONG internationales, des intervenants de terrain et des chercheurs étaient présents. Les participants provenaient de régions aussi éloignées de la Suisse que la Sierra Leone et le Suriname. Et, bien que cela doive aller de soi, il était encourageant de voir 11 hommes participer à l'événement, soulignant de par leur présence le fait qu'une bonne gestion de l'hygiène menstruelle n'est pas qu'une affaire de femmes, mais une question importante pour l'espèce humaine.

Il est bon de le signaler car la diversité et le niveau d'expertise élevé des participants étaient particulièrement valorisants. En bien trop d'endroits, « les menstruations » sont considérées comme une expression vulgaire. Mais cet événement a montré que beaucoup de gens commencent à voir les choses différemment. En effet, celui-ci s'est déroulé dans une salle comble rassemblant des personnes qui avaient choisi de profiter de la Journée internationale de la femme pour contribuer à mettre en lumière ce sujet innommable. C'était également l'occasion



Des spécialistes des droits de l'homme, de l'éducation, de la santé, des pouvoirs publics, du secteur WASH, du monde du travail et du secteur privé se sont réunis à l'occasion de cet événement unique organisé au Palais des Nations Unies.

de créer de nouveaux liens entre des partenaires inattendus, entre des esprits de même sensibilité qui ont convenu qu'il était temps de parler publiquement de cette question invisible et silencieuse.

La Dre Jyoti Sanghera, du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), a fait preuve d'une franchise et d'un franc-parler exceptionnels au cours de son allocution d'ouverture. Ces deux qualités sont bien nécessaires pour parler des menstruations, un sujet trop longtemps considéré comme répugnant, et donc gardé sous silence. « Permettez-moi de vous dire dès le départ, s'est exclamée la Dre Sanghera, que je vais me montrer plutôt irrévérencieuse, indigne et effrontée dans mes remarques. Je me suis donnée pour mission aujourd'hui de relever un défi, celui de rendre le sujet " honteux " des menstruations et de l'hygiène menstruelle " distingué " et primordial. »

Elle a clairement annoncé la couleur. Les menstruations ont été négligées non seulement par le secteur WASH, mais aussi dans le cadre des droits de l'homme. « Plusieurs instruments relatifs aux droits de la personne, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, mentionnent les droits en matière de sexualité et de procréation. Toutefois, ils ne mentionnent pas la question importante de l'hygiène menstruelle. »

La Dre Sanghera a souligné le « travail révolutionnaire » de Catarina de Albuquerque, la rapporteuse spéciale sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement, qui s'est attaquée à la stigmatisation et à la discrimination en plaçant la GHM au centre du débat. « Elle a véritablement sorti les excréments et le flux menstruel des toilettes. Et vous savez quoi ? Ça ne pue pas. »

De même, l'approche des menstruations axée sur les droits de la personne doit nous amener à « littéralement laver notre linge sale en public ». La nécessité d'adopter une approche axée sur les droits de la personne ne fait aucun doute. « La stigmatisation est une forme aiguë et extrême de discrimination qui amène l'exclusion, l'altérité, l'ostracisme, et souvent le confinement et l'incarcération. La stigmatisation des menstruations et de l'hygiène menstruelle constitue une violation de plusieurs droits fondamentaux, à savoir non seulement le droit primordial à la dignité humaine, mais aussi le droit à la non-discrimination, à l'égalité, à l'intégrité physique, à la santé, à l'intimité, ainsi que le droit de ne pas être soumis à un traitement inhumain ou dégradant fait de violence et de maltraitance. »

Il existe de nombreuses manières et méthodes pour combattre la stigmatisation, mais aux yeux de la Dre Sanghera, du point de vue des droits de la personne, le plus important est d'instaurer une responsabilisation accrue. Mais il ne faut pas confondre celle-ci avec le suivi.

« Les professionnels de la santé et du secteur WASH sont très doués pour créer des mécanismes de suivi et d'évaluation et pour concevoir des indicateurs », a-t-elle ajouté. La responsabilisation, quant à elle, signifie « traduire le langage juridique qui s'applique aux professionnels travaillant dans le domaine WASH et de la santé en pratiques simples, et intégrer les droits de la personne dans tous les domaines, comme toutes les entités de l'ONU ont mandat de le faire ».

Néanmoins, avant cela, et avant toute autre chose, la première tâche à réaliser consiste à rendre ce sujet innommable nommable. Tel est l'objectif de ce rapport, qui présente les recherches communes de l'événement *Hommage à la femme* ainsi que des éclairages apportés par les participants à la rencontre au cours de la réunion formelle et en marge de celle-ci. Il tire la conclusion qu'*Hommage à la femme* s'est avérée être une rencontre riche et enrichissante entre des professionnels et des acteurs qui ne se seraient peut-être jamais rencontrés sans cet événement, et certainement pas pour aborder ce sujet, mais qui sont maintenant très heureux de pouvoir envisager de nouveaux partenariats, des recherches complémentaires et d'autres démarches. Le désespoir et les dommages provoqués par le tabou qui entoure les menstruations et la mauvaise GHM ne nous laissent pas le choix : nous devons accomplir ce que la Dre Sanghera nous enjoint de faire dans ses remarques finales : « ouvrir tous les placards [et] en sortir tout le linge sale, maculé de sang, pour le laver en public ».

« La stigmatisation des menstruations et de l'hygiène menstruelle constitue une violation de plusieurs droits fondamentaux, à savoir non seulement le droit primordial à la dignité humaine, mais aussi le droit à la non-discrimination, à l'égalité, à l'intégrité physique, à la santé, à l'intimité, ainsi que le droit de ne pas être soumis à un traitement inhumain ou dégradant fait de violence et de maltraitance. »

Dre Jyoti Sanghera,
Haut-Commissariat aux droits
de l'homme



Nommer l'innommable

Au Ghana **68%**
des jeunes filles ne
connaissaient rien
aux menstruations
lorsqu'elles ont
eu leurs premières
règles

*« Le problème de la
stigmatisation n'est pas
nouveau, il a toujours existé.
Je suis médecin, et nous en
sommes tous coupables. Un
problème dont on parle est un
problème diminué de moitié. »*

Dr Charles Senessie,
Président du Afro-European
Medical Research Network

Il est presque certain qu'une discussion concernant les menstruations contiendra les mots « tabou », « stigmatisation » ou « silence ». Dans les pays pauvres comme dans les pays riches, dans différents milieux familiaux, dans tous les contextes culturels, une vérité universelle s'impose généralement : les femmes et les filles se doivent de gérer leurs menstruations en silence et de manière invisible. Elles ne doivent pas en parler en dehors de conversations intimes entre femmes et jeunes filles. Elles ne doivent pas non plus laisser transparaître le fait qu'elles sont en règles. Ce tabou, ce silence, règnent à l'extérieur du foyer familial, mais également à l'intérieur, entre les membres d'une même famille. Même les mères et leurs filles ne parlent pas facilement et ouvertement des menstruations. Dans de nombreuses études présentées et citées au cours de la journée, les statistiques concernant le silence se sont avérées spectaculaires. Par exemple, au Ghana, 68 % des jeunes filles ne connaissaient rien aux menstruations lorsqu'elles ont eu leurs premières règles. De tels chiffres sont monnaie courante dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

Ce silence a des répercussions négatives graves et profondes. Comme l'a expliqué Archana Patkar, Directrice de programmes du WSSCC, lors de la réunion, le WSSCC a conçu et lancé en 2012 un Labo de gestion de l'hygiène menstruelle (sous la forme d'une tente colorée) lors du Great WASH Yatra, aussi connu sous le nom de Nirmal Bharat Yatra, un festival itinérant consacré à l'assainissement organisé par l'organisation non gouvernementale WASH United qui a parcouru 2 000 km dans cinq États indiens pendant 51 jours. Au cours du Nirmal Bharat Yatra, la tente de l'hygiène menstruelle a offert aux femmes et aux filles un espace où se rendre pour répondre aux questions des chercheurs du WSSCC au sujet de leur expérience des menstruations, mais aussi un espace où venir tout simplement bavarder. Douze mille femmes et filles ont visité le labo, et 747 ont répondu à une enquête formelle. D'après celle-ci, 70,9 % des filles ne savaient absolument pas ce qui leur arrivait la première fois que leurs règles sont apparues. Nombre de jeunes femmes ont cru être blessées, ou avoir un cancer ou une autre maladie grave. Et les animatrices du labo ont pu constater que même après leurs premières règles, la plupart des filles n'arrivaient pas à en parler avec leur propre mère. D'après les entretiens, une gentille belle-sœur était souvent la meilleure source d'information, pour les filles qui en avaient une. Selon une autre étude menée à Karachi, au Pakistan, la moitié des jeunes filles âgées de 14 à 17 ans ne savait rien des menstruations. Le même nombre a rapporté avoir ressenti de la peur à leur égard.

En bref, comme l'a écrit Catherine Dolan, de la Saïd Business School de l'Université d'Oxford, l'apparition des règles est « une période difficile, marquée par l'incertitude, la peur et l'angoisse ». Une « culture de la dissimulation » prévaut, « les tabous, les euphémismes et le côté secret de la chose mettent les filles mal à l'aise et leur inspirent des sentiments de honte, d'isolation et d'insécurité ». À qui d'autre peuvent-elles s'adresser ? Les enseignants, apprend-on, sont rarement formés pour enseigner l'hygiène menstruelle et de ce fait, l'enseignent rarement. Parfois, les enseignants de sexe masculin estiment que les normes culturelles leur interdisent de discuter d'un tel sujet avec des jeunes filles. Comme le fait remarquer Audrey Kettaneh, de l'UNESCO, la GHM n'est enseignée que tard, ou pas du tout. « Si ce sujet ne fait pas l'objet d'un suivi, il n'est pas enseigné. C'est un thème difficile à aborder pour les enseignants. Ils préfèrent aborder des thèmes plus faciles. »

En outre, beaucoup d'enseignantes ont expliqué aux intervenants de terrain du Nirmal Bharat Yatra, qui formaient les enseignants dans le cadre du programme WASH in Schools (WASH à l'école) lancé par WASH United, qu'elles étaient gênées de demander des congés en cas de règles douloureuses. Les professionnels de la santé ne sont pas toujours une bonne source d'information non plus, comme l'a fait remarquer un participant, car nombre de jeunes médecins n'ont pas reçu une formation convenable en matière de gestion de l'hygiène menstruelle, alors même qu'ils doivent en traiter les conséquences médicales. Parmi celles-ci, le Dr Charles Senessie énumère les infections, l'infertilité et des occlusions bilatérales des trompes. À l'inverse, le Dr Chandra-Mouli Venkatraman, de l'Organisation mondiale de la santé, a présenté des données tirées d'une étude de l'OMS qui montrent que lorsque les professionnels de la santé sont

adéquatement formés, cela « entraîne une amélioration significative de la gestion des cas de problèmes de santé liés aux menstruations chez les jeunes patientes ».

Le Dr Venkatraman a présenté un instrument essentiel pour améliorer la gestion médicale de l'hygiène menstruelle, le Guide pratique pour les soins aux adolescents. Cette boîte à outils de référence publiée par l'OMS vise à aider les agents de santé à mieux soigner les adolescentes qui connaissent des problèmes de santé menstruelle tels que de fortes douleurs, un saignement excessif ou des règles irrégulières, ainsi qu'à leur fournir des informations exactes concernant l'hygiène menstruelle et à répondre à leurs questions avec tact et exactitude. Le Dr Venkatraman a poursuivi en expliquant que le développement affectif et social est aujourd'hui considéré comme un élément vital de l'action de l'OMS, et qu'il vise tout particulièrement à développer cinq atouts fondamentaux chez les jeunes : les compétences (les capacités à faire des choses spécifiques), la confiance en soi (le sentiment de pouvoir réaliser quelque chose et un sentiment positif d'estime de soi), la relation (des liens positifs avec les gens et les institutions), le caractère (le sens du bien et du mal, et le respect des normes comportementales appropriées), et la bienveillance (un sens de la sympathie et de l'empathie pour les autres). Une mauvaise hygiène menstruelle et la stigmatisation risquent de nuire à toutes ces qualités chez les jeunes femmes qui ont leurs règles, de miner leur confiance en elles et de porter préjudice à leurs compétences. D'après les recherches menées au Ghana, la jeune fille qui a ses règles « est celle qui baisse la tête ».

« L'hygiène menstruelle a toujours été enveloppée d'un grand secret pour moi, et je pense pouvoir affirmer qu'il en est de même pour la majorité de la population masculine de la planète. Je n'avais jamais pensé au fait que les femmes et les jeunes filles » ne s'habillent pas en blanc » lorsqu'elles sont en règles. Et les milliers de directeurs d'écoles de par le monde qui font porter aux jeunes filles des uniformes de couleur claire n'y ont sûrement jamais pensé non plus. »

Rolf Luyendijk, UNICEF



Mme Rose George, l'auteure de ce rapport, examine des produits d'hygiène menstruelle dans la tente GHM du WSSCC.

« Si nous touchons aux condiments au vinaigre pendant nos règles, ils pourriront. C'est ce que croient nos mères, alors nous aussi, nous le croyons. »

Une élève de 12 ans,
Gorakhpur, Inde

75%
d'entre elles étaient
interdites de pratique
de leur religion

45%
ne pouvaient entrer
à la cuisine

25%
devaient respecter
des restrictions
alimentaires

Mais les conséquences néfastes ne s'arrêtent pas là. Des millions de filles et de femmes sont victimes de restrictions quotidiennes du simple fait qu'elles ont leurs règles. Par exemple, selon une étude² à laquelle ont participé 478 filles à Rothak, en Inde, plus de 75 % d'entre elles étaient interdites de pratique de leur religion, 45 % ne pouvaient entrer à la cuisine et près d'un quart devaient respecter des restrictions alimentaires. Les chercheurs du Labo de gestion de l'hygiène menstruelle du Nirmal Bharat Yatra ont écouté les jeunes filles leur raconter qu'elles ne pouvaient pas cuisiner, manger des condiments au vinaigre, ni prier avec le reste de la famille. Certaines jeunes filles étaient persuadées que si elles mettaient du vernis à ongle pendant leurs règles, le vernis pourrirait. Les femmes et les filles intériorisent le message suivant : 73,6 % des réponses à l'enquête du Labo GHM en Inde affirment que le flux menstruel est « du sang sale ».

De telles restrictions peuvent paraître idiotes ou superstitieuses, mais les superstitions ont parfois des conséquences bien réelles et dangereuses. Comme l'a fait remarquer Catherine Dolan, les restrictions et les tabous constituent un signal clair, pour le reste de la communauté, qu'une jeune fille a ses règles. En conséquence, la jeune fille peut être surveillée de plus près. Les menstruations indiquent également que la jeune fille a atteint la puberté et peut donc répondre à des avances sexuelles ou quitter l'école pour se marier.

Mais le silence et les tabous ne règnent pas que dans les villages, à l'école ou dans les pays en voie de développement. Comme se sont accordés à le dire de nombreux participants à la réunion, les menstruations sont restées dans l'ombre pendant des décennies au plus haut niveau de la scène politique. Il y a de quoi se réjouir du fait que cet événement ait été la première rencontre internationale de haut niveau consacrée à la gestion de l'hygiène menstruelle, mais aussi de quoi s'en inquiéter. Pourquoi a-t-il fallu si longtemps pour briser le silence, et que peut-on faire pour que le silence et la honte cèdent la place à une discussion franche et positive ?



À l'heure du café, les discussions se sont poursuivies autour d'une réplique du Labo de gestion de l'hygiène menstruelle du WSSCC. Au cours du Great WASH Yatra, en Inde, derrière les rideaux aux couleurs gaies d'un labo de ce genre, les femmes et les filles ont pu participer à une enquête concernant leur expérience des règles, apprendre à faire sécher et à utiliser correctement des serviettes hygiéniques en tissu (d'abord les repasser, puis les faire sécher au soleil), et emporter gratuitement quelques serviettes hygiéniques en tissu.

² Goel MK, page 49 ; Mittal K., Psycho-social behaviour of urban Indian adolescent girls during menstruation (Le comportement psychosocial des adolescentes urbaines en Inde pendant leurs règles). AMJ 2011, 4, 1, 48-52
Doi <http://dx.doi.org/10.4066/AMJ.2011.534>

Les serviettes jetables, les coupelles et les serviettes réutilisables en tissu : la gestion des menstruations



Qu'utilisent les jeunes filles et les femmes pour contenir leur flux menstruel ? Des tas de choses. Les participants ont donné des exemples de solutions qu'ils ont rencontrées ou dont ils ont entendu parler, notamment des serviettes hygiéniques du commerce, des serviettes réutilisables en tissu du commerce ou faites maison, des chiffons, de la paille, de la cendre, du papier journal, du papier toilette et de la ouate. Seules 12 % des jeunes filles et des femmes ont accès à des produits d'hygiène féminine du commerce. Ce n'est pas forcément une mauvaise chose : les femmes qui se sont rendues au Labo GHM du WSSCC en Inde ont exprimé une très nette préférence pour les serviettes hygiéniques en tissu par rapport aux serviettes hygiéniques jetables du commerce. Elles les trouvaient plus agréables à porter. Néanmoins, l'accès à du matériel propre ou à des serviettes hygiéniques jetables est rare.

La « meilleure » solution pour les femmes a fait l'objet de certaines discussions. Les possibilités qui s'offrent à elles comprennent les serviettes réutilisables en tissu, les serviettes jetables et les coupelles menstruelles. Les tampons n'ont été que brièvement abordés, vu qu'ils ont moins de chances de constituer une option abordable et qu'ils posent problème dans les régions où leur insertion dans le vagin des jeunes filles et des femmes célibataires en fait une option inacceptable.

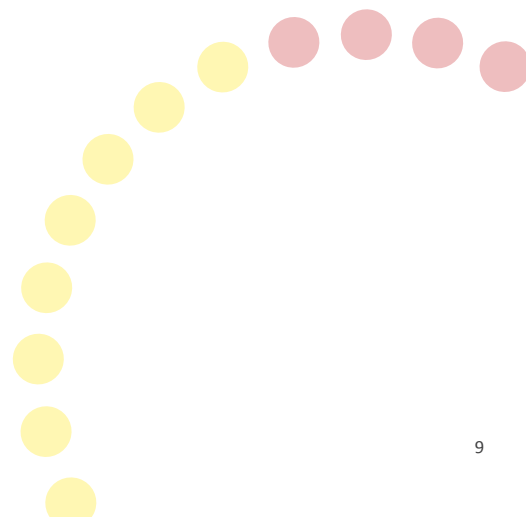
Les coupelles menstruelles sont empreintes des mêmes stigmates : c'est pourquoi l'étude de leur acceptabilité par Vivian Hoffmann a porté sur 960 femmes mariées provenant de 60 villages du Bihar, en Inde. Au cours de cette étude, Hoffmann, professeure adjointe d'agriculture et d'économie rurale à l'Université du Maryland, a interrogé des femmes à quatre reprises en huit mois, après leur avoir attribué au hasard lors du premier entretien une coupelle menstruelle, des serviettes hygiéniques jetables ou un produit hygiénique non lié aux règles, à essayer. Bien que les coupelles menstruelles coûtent cher à l'achat (695 roupies, contre 31 roupies pour un paquet de serviettes hygiéniques jetables), elles durent dix ans et au bout de deux ans, elles deviennent l'option la plus économique. Avant cette étude, 95 % des femmes utilisaient des serviettes hygiéniques réutilisables en tissu. Au terme de l'étude, 76 % des femmes qui avaient reçu une coupelle préféraient celle-ci. Toutefois, la situation pourrait être différente dans d'autres pays.

Mais aucune solution n'est dénuée de complications. Comme l'a fait remarquer Isabelle Pugh du consortium de recherche SHARE, il n'est pas facile de vider proprement les coupelles. C'est une opération salissante. Des installations convenables pour se laver les mains doivent être disponibles.

La solution la plus courante pour les femmes et les jeunes filles est une forme quelconque de serviette réutilisable en tissu. De vieux saris, de vieilles dupattas (châles) ou de vieilles jupes sont couramment utilisés, lorsque les femmes en ont. Néanmoins, même le tissu peut coûter cher. De plus, il est rare que les femmes et les jeunes filles puissent laver et faire sécher leurs serviettes en tissu de manière discrète, et il ne leur est pas possible de demander ouvertement que cette discrétion leur soit accordée. Catherine Dolan a présenté les résultats d'une étude réalisée à petite échelle au Ghana. Cent vingt jeunes filles ont reçu chacune 12 serviettes hygiéniques par mois. Leur absentéisme a diminué de moitié, et elles ont gagné 6,6 jours d'école par trimestre. Les serviettes hygiéniques jetables ont réduit les entraves qui empêchaient les jeunes filles de continuer à fréquenter l'école, qui étaient multiples : la crainte de tacher leurs vêtements, la crainte des odeurs et, même lorsque des installations sanitaires existent à l'école, la crainte de laisser des traces de sang visibles dans les latrines ou les toilettes. Dolan va lancer une étude à plus grande échelle en Ouganda, portant sur un échantillon de 560 jeunes filles, pour vérifier ces résultats. Ces tristes pourcentages d'absentéisme scolaire ont été évoqués de manière répétée par les participants, bien que Bethany Caruso, de l'Université d'Emory, appelle à la prudence, affirmant que le manque d'installations sanitaires est bien un élément qui explique que les jeunes filles quittent l'école, mais qu'il n'est souvent pas le seul.

« Nous avons été frappés de voir, aussi bien au Ghana qu'en Ouganda, combien un processus naturel comme la puberté pouvait affecter aussi profondément tous les aspects de la vie des filles : leur santé, leur scolarité, l'image qu'ont d'elles leur famille et leur communauté, et même la probabilité qu'elles puissent réaliser leur potentiel scolaire, professionnel et social. Et de voir combien une chose toute simple que nous considérons souvent comme allant de soi — l'accès à des services sanitaires suffisants — peut non seulement permettre ou non aux filles de participer aux activités quotidiennes telles qu'aller à l'école ou jouer avec leurs amis, mais également modifier la manière dont les filles se voient et voient leur avenir. »

Catherine Dolan,
Université d'Oxford



« Si nous voulons atteindre les objectifs de l'Éducation pour tous consistant à offrir une éducation de qualité et à éliminer les disparités entre les sexes, il nous faut aborder la question des menstruations à l'école. L'éducation aux menstruations reste peu courante dans les établissements scolaires. Les raisons en sont variées et comprennent entre autres le manque de ressources, le manque de formation, la gêne qu'éprouvent les enseignants à en parler, et les tabous culturels. Mais aujourd'hui, il nous faut agir dans ce domaine longtemps négligé. »

Audrey Kettaneh,
UNESCO

« Dans une école, il n'y avait qu'une seule latrine, et celle-ci était dégoûtante, horrible. Le professeur nous a demandé : « Que pouvons-nous faire ? Les filles viennent nous demander de les aider, mais nous ne pouvons rien faire pour elles. Nous n'avons rien à leur offrir. Alors, nous leur disons de rentrer à la maison. »

Un travailleur de proximité,
Great WASH Yatra, Inde

À son tour, Faiza Lahlou, de Procter and Gamble (P&G), a présenté les efforts déployés par sa société, en partenariat avec l'UNESCO, pour favoriser une meilleure hygiène menstruelle par l'éducation à la puberté. À l'échelle mondiale, Procter and Gamble vend ses produits à 10 % des femmes et des jeunes filles qui ont leurs règles. Parallèlement à ses campagnes de publicité télévisées, la société a lancé plusieurs campagnes publicitaires en ligne. La nouvelle publicité de P&G en Afrique a été diffusée à l'attention des participants à la réunion : son message avait pour but de lutter contre la crainte des jeunes filles de souiller ou de tacher leurs vêtements, avec le slogan « No stain anyhow you move » (« Bougez, vous êtes impeccable ! »). Ce genre de message publicitaire est utile lorsque, comme l'a indiqué Audrey Kettaneh, de l'UNESCO, « les enseignants ne se sentent pas à l'aise pour discuter de la GHM ou ne disposent pas du matériel approprié pour ce faire. L'Afrique du Sud enseigne bien la GHM aux jeunes filles, mais seulement à partir de 13 ans, ce qui est trop tard. »

Et la situation n'est guère meilleure au travail. Jennifer Schappert, de HERproject et de l'organisme Business for Social Responsibility (BSR), a présenté les résultats saisissants d'une étude menée au Bangladesh, où 80 % des ouvriers d'usine sont des femmes. Soixante pour cent d'entre elles utilisaient des chiffons récupérés sur le sol à l'usine pour absorber le flux menstruel. Ceux-ci, explique Schappert, « sont souvent fraîchement teints et contiennent d'importantes quantités de produits chimiques ». Les infections y sont chose courante, avec pour résultat que 73 % des femmes doivent s'absenter en moyenne six jours par mois. Les femmes ne disposaient d'aucun lieu sûr où acheter du tissu ou des serviettes hygiéniques, et où les remplacer/les jeter. Lorsque les femmes sont payées à la pièce, ces six jours de travail perdus causent un grand tort sur le plan économique, non seulement à elles-mêmes mais aussi à la chaîne d'approvisionnement. HERproject leur a fourni des serviettes hygiéniques et a fait usage d'une psychologie subtile pour les inciter à modifier leur comportement. Un chemisier rose et une serviette sont peu de choses, sans doute, mais d'après les conclusions de ce projet, l'absentéisme est tombé à 3 % seulement suite à cette initiative. Comme l'ont fait remarquer de nombreux participants du monde de l'entreprise à la réunion, une meilleure hygiène menstruelle et une meilleure santé pour les travailleuses sont d'importants facteurs de rentabilisation pour les entreprises. Et comme l'a résumé David Wofford, de Meridian Group International, « une meilleure gestion de l'hygiène menstruelle est synonyme d'une production accrue ».

En-dehors du monde du travail, les chaînes d'approvisionnement représentent un enjeu, comme les coûts. Les usines devraient installer des points de distribution des serviettes hygiéniques, voire les subventionner. David Wofford estime que l'étape suivante consiste à s'adresser aux entreprises à l'échelle du système. « Les entreprises touchent des millions de personnes. Leur capacité à atteindre les ouvrières est énorme, mais les forums d'affaires s'intéressent rarement à la GHM et à son incidence sur le développement. » Il propose que des entreprises telles que P&G signent des conventions d'achat pour des serviettes hygiéniques. « J'encourage vivement chacun de nous à considérer les entreprises comme des partenaires pour faire le bien. »

Les aspects de la distribution à plus grande échelle, sur une base commerciale, ont été évoqués. Les clients paient plus cher dans les zones rurales car la distribution coûte davantage dans ces zones. Un participant a cité à titre d'exemple l'initiative innovatrice du Kenya, qui a supprimé la TVA sur les serviettes hygiéniques. Les obstacles à la distribution de ces produits pourraient être atténués de la sorte. Le gouvernement du Kenya a également demandé des offres pour la fourniture de produits d'hygiène menstruelle dans les zones rurales. Le programme du gouvernement indien qui envisage de fournir des millions de serviettes hygiéniques subventionnées a lui aussi été mis en évidence, mais il pose la question de l'élimination et de la gestion des déchets menstruels, des aspects qui n'ont pas encore été étudiés.

Dans l'ensemble, le message qui s'est dégagé est que de nouvelles études devront être réalisées, mais qu'il est essentiel de permettre aux femmes et aux filles d'avoir le choix. Les femmes et les filles devraient disposer de meilleures solutions que les chiffons ou le papier journal, car de meilleurs produits d'hygiène menstruelle, mieux distribués, jouent un rôle essentiel pour assurer une meilleure gestion de l'hygiène menstruelle. Et, comme il est clairement ressorti des présentations et des discussions de cette journée, la GHM peut contribuer à la confiance en soi, à la santé et à l'éducation. Elle peut faire les petites filles sortir de la pauvreté, et elle peut contribuer à l'accroissement du revenu chez les femmes. De manière tout aussi déterminante, elle peut aussi chasser la honte que les femmes doivent ressentir lorsqu'elles ont leurs règles et la remplacer par la dignité et la fierté.

De plus, il apparaît clairement que le mépris de l'hygiène menstruelle ne nuit pas seulement aux femmes et aux filles, mais aussi à l'école, aux entreprises et à l'économie. Nous savons déjà que le domaine qui contribuera le plus efficacement à améliorer les conditions de vie des jeunes filles et des femmes est celui de l'eau et de l'assainissement. Il est temps de promouvoir, haut et fort, le rôle d'une bonne hygiène menstruelle en tant que tremplin du développement personnel, éducatif et professionnel des femmes et des filles.

En aval : élimination et gestion



La bonne gestion de l'hygiène menstruelle doit bien évidemment comprendre l'élimination sûre et sanitaire des déchets. Or, celle-ci est rarement assurée.

Où les femmes et les jeunes filles jettent-elles leurs produits d'hygiène féminine ? Partout où elles peuvent le faire discrètement et aisément. Dans la pratique, comme l'ont appris les chercheurs du Nirmal Bharat Yatra, elles s'en débarrassent dans les cours d'eau, les dépotoirs ou sur les terrains de défécation en plein air les plus proches. Et ce, qu'elles utilisent des serviettes hygiéniques du commerce ou des serviettes faites maison, en tissu, qui sont souvent jetées à leur tour. Le tissu peut constituer une option sanitaire durable, mais il doit être lavé et séché de manière hygiénique. Les filles qui ne savent pas ce que sont les menstruations ont peu de chances de les gérer de manière sûre ou hygiénique, comme en a témoigné Anita Koroma, une participante à la réunion qui a grandi en Sierra Leone, racontant son expérience personnelle. « Rongées par la honte, mes sœurs et moi, nous cachions les bouts de tissu que nous utilisions comme serviettes hygiéniques sous notre lit pour les laisser sécher. » D'un bout à l'autre du monde, son expérience n'a rien d'exceptionnel : répétant les anecdotes tirées d'études sur le terrain ou d'entretiens, de nombreux participants ont raconté que des jeunes filles et des femmes tentaient de faire sécher ces bouts de tissu en les cachant. En pratique, cela veut dire qu'elles les cachent dans un endroit humide et peu hygiénique.

À plus grande échelle, Vivian Hoffmann, de l'Université du Maryland, et Madeleine Fogde, de l'Institut pour l'environnement de Stockholm, ont démontré que les serviettes hygiéniques du commerce pouvaient surcharger les systèmes de traitement des eaux usées et les solutions locales comme les latrines à fosse. Mme Hoffmann a expliqué que les serviettes hygiéniques du commerce contenaient des polymères super-absorbants conçus pour absorber le flux menstruel, et que ceux-ci absorbaient donc également l'eau des infrastructures de traitement des eaux usées. Mme Fogde, quant à elle, a précisé qu'« il arrive que l'obstruction provoquée par les déchets menstruels bloque les réseaux d'égouts municipaux pendant toute une journée. Et ce problème est d'autant plus grave dans les villes qui connaissent des problèmes d'alimentation en eau. »

En l'absence d'infrastructures, de nombreuses filles soit ne vont plus à l'école pendant leurs règles – voire même plus du tout –, soit jettent leurs serviettes hygiéniques ou les bouts de tissus qui en tiennent lieu à l'air libre. Les recherches menées par Mme Hoffmann au Bihar (un État dont la population dépasse les 100 millions d'habitants) ont permis de conclure que 60 % des femmes jetaient leurs déchets sanitaires à l'air libre, souvent sur un terrain consacré à la défécation à l'air

Seules **12%** des jeunes filles et des femmes ont accès à des produits d'hygiène féminine du commerce

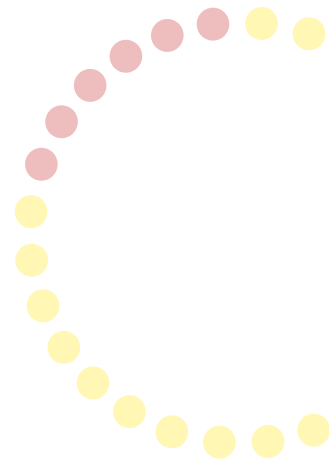
« L'éducation aux menstruations reste peu courant dans les établissements scolaires.

Les raisons en sont variées et comprennent entre autres le manque de ressources, le manque de formation, la gêne qu'éprouvent les enseignants à en parler, et les tabous culturels. Mais aujourd'hui, il nous faut agir dans ce domaine longtemps négligé. »

Audrey Kettaneh,
UNESCO



Mme Anita Koroma, de Girl Child Networks, présente un exemple de serviette hygiénique réutilisable.



« Un domaine dont j'aimerais que l'on parle plus est celui des approches communautaires, et surtout de celles qui s'adressent spécifiquement aux garçons et aux hommes. Nous avons entendu quelques anecdotes concernant les réponses au [labo GHM du] Yatra, mais j'aimerais étudier plus en détail la démarche qui vise à exploiter l'influence des hommes sur la communauté. »

Isabelle Pugh,
London School of Hygiene and
Tropical Medicine

Au Bihar
60%
des femmes
jettent
leurs déchets
sanitaires à
l'air libre

libre. Et même lorsque les femmes recevaient des serviettes hygiéniques, elles les jetaient encore à l'extérieur car elles ne voulaient pas de déchets menstruels chez elles.

D'autres participants ont confirmé ces faits étonnants : même lorsque des installations sont mises à disposition, leur utilisation est parfois torpillée par la psychologie humaine. Un enseignement tiré de cette journée est que, comme pour l'assainissement en général, la gestion des menstruations et de l'hygiène menstruelle nécessiterait la compréhension de la logique humaine (des émotions telles que l'embarras, la peur, la honte) en plus du matériel tel que les poubelles, les infrastructures de traitement des eaux usées et les incinérateurs. Un élément aussi ineffable que les émotions peut en effet constituer un sérieux obstacle au changement.

Par exemple, même lorsque des infrastructures telles que des latrines qui leur sont réservées sont disponibles, il arrive que les filles évitent de les utiliser par crainte d'être repérées lorsqu'elles utilisent « les latrines pour les filles qui ont leurs règles ». Parfois même, elles ne les utilisent pas par crainte de laisser des traces de sang dans les latrines, lorsqu'il n'y a pas d'eau pour les laver. La Dre Bethany Caruso, de l'Université d'Emory, a rencontré un curieux système dans des écoles rwandaises, où les filles pouvaient demander la clé d'une « salle de repos », où elles pouvaient se reposer. Mais dans la pratique, la clé pouvait leur être refusée, et les filles étaient gênées de la demander puisque cela signifiait qu'elles avaient leurs règles. L'installation dans les écoles d'un incinérateur destiné expressément aux filles serait bienvenue, comme l'a expliqué Vivian Hoffmann, de l'Université du Maryland, au cours de sa présentation sur la gestion sûre des déchets menstruels, mais elle pourrait provoquer le même embarras.

Madeleine Fogde a rappelé que le manque d'éducation était courant. Il en est ainsi aussi bien pour les utilisatrices que pour les prestataires de services affectés aux égouts et à l'élimination des déchets. Beaucoup ne réalisent pas que les infrastructures d'élimination des déchets, des réseaux d'égouts formels aux fosses creusées sur place, ne conviennent pas forcément à l'élimination des déchets menstruels. Les serviettes hygiéniques peuvent bloquer les tuyaux d'aspiration utilisés pour vider les latrines à fosse. Dans les systèmes réutilisables, certains craignent que le flux menstruel ne contamine l'urine.

Ce qui ne fait aucun doute, c'est que l'élimination sûre et durable des déchets menstruels est un chantier en cours. Pour l'anecdote, les chercheurs du WSSCC se sont réjouis d'avoir rencontré, lors du Nirmal Bharat Yatra, un enseignant qui avait investi ses propres deniers pour transformer une ancienne latrine scolaire inutilisée en incinérateur. Cet enseignant était un homme, mais, a-t-il expliqué, « j'ai des filles ». Il a fallu une journée à un maçon pour transformer cette latrine en incinérateur destiné aux filles de son école, une école secondaire de premier cycle du Madhya Pradesh rural. Nous ne devons pas oublier que la solution qui permettra de généraliser l'élimination convenable des déchets menstruels ne réside pas seulement dans des projets à grande échelle hors site, mais aussi dans un changement dans la conception des choses, comme celui qui s'est opéré chez cet enseignant. Comme le secteur WASH a permis de le découvrir pendant la dernière décennie, on ne peut parvenir à un changement systémique durable que grâce à de la flexibilité, de la créativité et de la ténacité.



Mme Marianne Tellier, du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Les prochaines étapes



Si une bonne partie de l'événement *Hommage à la femme* a été consacrée à débattre des questions, des problèmes et des injustices constatés, autant de temps a été consacré à débattre des solutions, des partenariats et des progrès envisageables. Des critiques ont été émises, mais les participants se sont aussi réjouis. Plus spécifiquement, le fait que cette réunion ait permis de nouvelles rencontres entre différents secteurs, professionnels et spécialités a suscité un grand enthousiasme. Certes, les partenariats entre les pouvoirs publics et le secteur privé ont été largement évoqués car ils peuvent être très efficaces pour la GHM, comme l'ont clairement expliqué les représentantes de P&G et HERproject.

Mais, comme le président du panel Mr Gib Bulloch de Accenture Development Partnerships l'a fait remarquer, des options autres que le lucratif et le non lucratif existent. « L'éducation à l'hygiène menstruelle devrait être abordée avant les questions de concurrence et de distribution commerciale, » a-t-il déclaré. « Les entreprises du secteur pourraient collaborer avec d'autres entreprises, par exemple avec des compagnies pharmaceutiques intéressées par la vente d'analgésiques. »

Dr Chandra-Mouli Venkatraman et M. Paul Bloem, de l'OMS, ont présenté les réflexions de leur organisme quant à la possibilité d'associer l'éducation à la gestion de l'hygiène menstruelle à la vaccination contre le papillomavirus humain (VPH), qui devrait concerner 30 millions de filles dans les dix prochaines années. Et ce programme ne concerne pas uniquement des filles : il « vise aussi le dépistage de toutes les femmes qui sont mères ou grands-mères de ces enfants ». Bien entendu, quelques problèmes devront être résolus : certains parents risquent de refuser la vaccination parce qu'ils considèrent qu'elle touche à la sexualité de leur fille. Mais, dans l'ensemble, la possibilité d'associer l'éducation à la vaccination a suscité un grand enthousiasme.

Wilma Doedens, du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), a suggéré que des informations et du matériel pour l'hygiène menstruelle soient inclus dans les trousseaux d'hygiène et de dignité qui sont déjà distribués aux femmes et aux filles dans les situations d'urgence et de catastrophe. En fait, elle ne comprenait pas comment personne n'y avait pensé auparavant, ni pourquoi de simples illustrations au sujet de la GHM ne pourraient être incluses dans les trousseaux. Ces réflexions rejoignent les sentiments exprimés par de nombreux participants, à l'effet qu'ils avaient entendu parler pendant les quelques heures précédentes d'innovations et d'associations auxquelles ils n'avaient jamais pensé auparavant. Ils se sont réjouis de l'utilité des débats et se sont montrés résolus à entretenir les contacts établis.

Des recherches visant à améliorer l'hygiène menstruelle sont en cours, et d'autres sont prévues, mais comme l'a résumé Archana Patkar, le paysage de la recherche risque de ne consister qu'en « des îlots d'excellence ». Un suivi de fond durable et d'autres recherches évaluées par les pairs seront encore nécessaires. Il faudra mener de nouvelles études à grande échelle, accroître le partage d'informations et la collaboration, et continuer à faire sortir ce tabou du panier à linge sale. Vue l'urgence de la situation, la mentalité étreinte ne dépassant pas les limites d'un secteur va vraiment entraver les changements. Mme Patkar a fait remarquer : « Les femmes et les filles ne pensent pas en termes de secteurs comme nous le faisons. Elles doivent tout simplement se débrouiller toutes seules, tous les mois. » Les hommes politiques n'aiment pas cette question parce qu'elle n'est franchement pas sexy, explique la Dre Varina Tjon A Ten, ancienne parlementaire aux Pays-Bas et actuellement professeure à l'Université de La Haye. La Dre Tjon A Ten pense que la GHM doit être associée à des questions qui leur plaisent, telles que l'éducation des filles, l'autonomisation des filles, et la santé. Tous ces thèmes bénéficient d'une grande attention et de fonds. La clé du succès résidera donc dans l'association intelligente de la GHM à d'autres thématiques. L'hygiène menstruelle n'est pas une question qui ne concerne que les femmes mais une question relative à la santé des jeunes filles, à l'éducation, à de meilleures pratiques commerciales plus profitables, à la création de revenus, à la croissance et à la durabilité. Toutes ces idées doivent être défendues par des arguments plus convaincants encore, et elles le seront.

« Nous pouvons associer très clairement la GHM à d'autres atouts politiques, par exemple l'éducation, qui constitue dorénavant une question politique de premier plan. On ne peut pas aborder la question de l'éducation sans aborder également la GHM. »

Catherine Dolan,
Saïd Business School,
Université d'Oxford

« Les discussions qui se sont succédé au cours de cette journée ont montré combien la GHM relève du défi pour les femmes et les filles ainsi que pour notre environnement. Les solutions en la matière nécessiteront une action plurielle et coordonnée des différents secteurs, à laquelle devront participer des partenaires innovateurs. Cette rencontre m'a permis d'entrer en relation avec des gens qui ne font pas partie du secteur WASH (eau, assainissement et hygiène), et j'en suis heureuse. J'ai bon espoir de voir cet événement favoriser la collaboration et les efforts continus pour apprendre et travailler ensemble. »

Bethany Caruso,
Université d'Emory

De nombreuses pistes doivent être explorées au niveau des politiques. Rolf Luyendijk, du Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, est l'un des participants à avoir émis l'espoir de voir figurer l'hygiène menstruelle au rang d'indicateur pour l'après-2015. Des partenariats renforcés entre les activités de développement, les affaires et le monde universitaire permettront de recueillir davantage de données utiles.

L'événement *Hommage à la femme* a sans aucun doute préparé le terrain pour de nouveaux partenariats, des coalitions inattendues, et de nouvelles manières d'envisager la GHM.

Et si une bonne partie de la réunion a été consacrée à des discussions quant au matériel sanitaire, tel que les infrastructures d'élimination des déchets et les produits d'hygiène féminine, le message le plus important de cette matinée a porté sur la nécessité d'un renforcement du dialogue, de l'éducation, de l'apprentissage et des partenariats et la ferme conviction des participants que tout est possible maintenant que l'on a commencé à sortir le « linge sale maculé de sang » de la GHM des placards.



À l'intérieur de la tente GHM, les participants ont pu approfondir les questions liées à la gestion de l'hygiène menstruelle, reflétant la tribune d'engagement offerte par la tente GHM au cours des six arrêts programmés dans cinq États indiens.

Couverture par les médias sociaux



Archana Patkar de @WatSanCollabCou :#GHM pourrait être la thématique qui fait sortir du silence le secteur WASH encore trop discret. Intéressant...



rosegeorge3 12:52pm via Twitter pour iPhone

Peu importe #coupelles #tampons #serviettes pour la #GHM - il s'agit de présenter les différentes options aux femmes et aux filles #c'estvotrechoix



WASHUnited 12:20pm via Twitter pour iPhone

Tout à fait d'accord ! RT"@rosegeorge3: Donc, une bonne #GHM est synonyme de personnel plus productif et donc de davantage de bénéfices. Les entreprises devraient se saisir pleinement de cette affaire.



gibbulloch 12:53pm via Twitter pour iPhone

@ProcterGamble Favoriser le réseautage chez les filles pour qu'elles discutent entre elles et les aider à parler publiquement des #menstruations et des questions de #GHM. Merci !



WatSanCollabCou 11:41am via Web

[conséquences pour éduc. san/hyg] MT @WatSanCollabCou A Karachi, moins de 50 % des filles connaissent les #menstruations avant leurs 1ères règles #GHM



IanRossUK 12:27pm via TweetDeck

@BSRnews Au secteur privé : « Si vous vous occupez de la santé, vous vous occupez de vos affaires ». Les femmes qui travaillent ont aussi leurs règles #GHM



WatSanCollabCou 11:47am via Web

Mettre l'accent sur la dignité, apporter des données incontournables, utiliser le cadre et le lobby des droits de l'homme pour #GHM dans le programme #après-2015 @WatSanCollabCou



CeridwenJ 11:29am via Twitter pour iPhone

MT @WatSanCollabCou En Inde, seulement 44 % des écoles disposent de #toilettes pour filles utilisables, ce qui entrave leur éducation vimeo.com/58771979 @heeals #JIF



jmollins 4:42am via TweetDeck

RT @WatSanCollabCou : Si les #menstruations mettent un terme à la scolarité, chaque année d'école primaire augmente le futur salaire des filles de 10-20% prn.to/13A0SyE #GHM



urb_im Mar 7, 5:48am via Web

@OMS: « Mettez les filles et leurs problèmes à l'ordre du jour des programmes de développement. Les jeunes peuvent y arriver. » #GHM



WatSanCollabCou 10:43am via Web



Délégués

« Ce n'est pas un thème très sexy. Les politiciens ne l'aiment pas. Les femmes hésitent aussi à en parler. Nous devons nous allier avec les vieilles femmes et les hommes âgés. En Sierra Leone, une jeune fille voulait utiliser des tampons pour pouvoir aller nager, mais sa grand-mère lui a répondu qu'il n'était pas question qu'on utilise des tampons chez elle. »

Varina Tjon A Ten,
ancienne parlementaire
néerlandaise,
Université de La Haye

Mme Danielle Castle

dc@ifuw.org

Directrice

Fédération internationale des femmes
diplômées des universités

Mme Marilena Viviani

mviviani@unicef.org

Directrice adjointe

UNICEF

M. Gib Bulloch

gib.j.bulloch@accenture.com

Directeur exécutif

Accenture Development Partnerships

Mme Tania Cernuschi

tcernuschi@gavialliance.org

Directrice des produits VPH

GAVI Alliance

Dr Charles Senessie

cseuessie@aemrnetwork.ch

Président

Afro-European Medical and Research
Network

Dre Varina Tjon a Ten

tjonaten079@casema.nl

Professeure des interventions psycho-
sociales

Université de La Haye

Dre Jyoti Sanghera

jsanghera@ohchr.org

Responsable des questions relatives
aux droits de l'homme et des questions
économiques et sociales

HCDH

Mme Madeleine Fogde

madeleine.fogde@sei-international.org

Directrice des programmes

Institut pour l'environnement de Stockholm

Adebisi Adebayo

adebisi.adebayo@iprolink.ch

Conseiller de programme

Comité interafricain

Mme Natalie Roschnik

NRoschnik@savechildren.org

Conseiller en santé et nutrition à l'école
Save the Children

Mme Lila del Colle

Lila.Delcolle@minbuza.nl

Deuxième secrétaire

Gouvernement des Pays-Bas

Mme Patrizia Calvi

pcalvi@gavialliance.org

Stagiaire

GAVI Alliance

Mme Wilma Doedens

Doedens@unfpa.org

Conseillère technique

Fonds des Nations Unies pour la population

Mme Catherine Dolan

Catherine.Dolan@sbs.ox.ac.uk

Maître de conférences

Université d'Oxford

Mme Audrey Kettaneh

an.kettaneh@unesco.org

Spécialiste du programme Éducation au VIH
et à la santé

UNESCO

Mme Faiza Lahlou

lahlou.f@pg.com

Directrice adjointe de la communication

pour les produits d'hygiène féminine EMEA
Procter and Gamble

Dre Jennifer Schappert

jschappert@bsr.org

Associée

Services consultatifs de BSR

Dr Chandra-Mouli Venkatraman

chandramouliv@who.int

Département Santé et développement de
l'enfant et de l'adolescent

OMS

M. Robert Bos

bosr@who.int

Coordinateur

Eau, assainissement et hygiène

OMS

Mme Hanna Capeder

hanna.capeder@deza.admin.ch

Directrice des programmes, Initiatives eau
DDC (Direction du développement et de la
coopération, Suisse)

Dre Bethany Caruso

bcaruso@emory.edu

Coordinatrice de projets de recherches,
directrice de thèses

Université d'Emory

Mme Sue Cavill

suecavill@wateraid.org

Directrice des recherches, SHARE
WaterAid

M. Rifat Hossain

hossainr@who.int

Responsable technique

Eau, assainissement et hygiène

OMS

Mme Ina Jurga

ina.jurga@wash-united.org
Responsable WASH à l'école
WASH United

Mme Elisabeth Seimetz

Elisabeth.Seimetz@eawag.ch
Chercheuse-doctorante
IFAEPE

M. Adu Adjai

adu.adjai@bluewin.ch
Fondateur et Président
ACRO Ghana

Mme Yasmina Bekhouche

yasmina.bekhouche@weforum.org
Directrice des projets
Programme femmes dirigeantes et parité
entre les sexes
Forum économique mondial

Mme Eliane Brigger

brigger.e@pg.com
Responsable relations et marketing
Produits d'hygiène féminine EMEA
Procter and Gamble

Mme Vanessa Foo

vanessafoo@economist.com
Analyste principale, recherche personnalisée
The Economist Intelligence Unit

Mme Chantal Heutink

chantal.heutink@african.nl
Présidente
African Foundation

Mme Vivian Hoffmann

vhoffmann@arec.umd.edu
Professeure assistante en agriculture et
économie des ressources
Université du Maryland

Mme Joyce Jett

joycejett@sunrise.ch
ECOSOC International
Représentante/Porte-parole
Medical Care Development International
(MCDI)

Mme Ceridwen Johnson

ceridwen@sanitationandwaterforall.org
Responsable Plaidoyer et communication
SWA

Mme Anita Koroma

girlchildnetworksl@gmail.com
Directrice
Initiative d'autonomisation des filles dans le
monde entier
Girl Child Networks

Mme Julia Lange

lange.j.6@pg.com
Spécialiste fonctionnelle
– Communications – Produits
d'hygiène féminine EMEA
Procter and Gamble

M. Rolf Luyendijk

rluyendijk@unicef.org
Spécialiste responsable des
statistiques et du suivi
UNICEF

Mme Isabelle Pugh

isabelle.pugh@lshtm.ac.uk
Responsable Research into Use
London School of Hygiene and
Tropical Medicine

Mme Grace Steffan

gsteffan@ohchr.org
Responsable des droits de l'homme
HCDH

Mme Marianne Tellier

Marianne.Tellier@theglobalfund.org
Responsable de programme
Fonds mondial de lutte contre le
sida, la tuberculose et le paludisme

M. Pierre Viro

pmv_photography@pierre-michelvirot.com
Photographe
Photographe indépendant

M. David Wofford

d.wofford@meridian-group.com
Vice-président chargé des
partenariats entre les secteurs
public et privé
Meridian Group International, Inc.

Mme Rose George

rose@rosegeorge.com
Auteure indépendante

M. Ivan Ovando

ivan.ovando@gmail.com
Consultant
Indépendant

Mme Kristine Tay

kristine.tay@icj.org
Stagiaire
Commission internationale de
juristes (CIJ)

M. Paul Bloem

bloemp@who.int
Cadre supérieur
Relations entre la vaccination et la
santé des adolescents
OMS

*« Je me suis adressé à des
entreprises à Londres.
Elles m'ont répondu : «
Mais comment pourrait-on
aborder publiquement les
menstruations ? »*

David Wofford,
Meridian Group International

*« Cette rencontre m'a permis
d'établir des liens avec des
gens qui ne faisaient pas partie
du secteur WASH, et j'en suis
heureuse. »*

Bethany Caruso,
Université d'Emory



Programme

« C'est l'événement le plus intéressant qu'il m'ait été donné de présider. Mon assistante m'a dit que j'avais reçu une invitation pour présider une réunion sur l'hygiène menstruelle, et je lui ai répondu que ça devait sûrement être un pourriel. Je ne suis pas un expert en la matière, mais la convergence entre les entreprises à but lucratif et les organisations à but non lucratif me fascine, comme cette idée que nous ne pouvons pas nous occuper isolément de l'éducation. N'importe quelle ONG serait prête à donner un bras et une jambe pour faire progresser l'éducation de 20 % »

Gib Bulloch,
Accenture

8h30-9h00

Café/thé de bienvenue et inscription

9h00-9h30

Présentation du thème

Commentaires liminaires : M. Chris Williams, Directeur exécutif du Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC)

Oratrice principale : Mme Jyoti Sanghera, Responsable des questions relatives aux droits de l'homme et des questions économiques et sociales, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme

9h30-10h30

Où en sommes-nous actuellement ? Un bilan des politiques, des recherches et des initiatives pratiques relatives à l'hygiène menstruelle

Table ronde animée

Président : Robert Bos, Ancien Coordinateur, Eau, assainissement, hygiène et santé, Organisation mondiale de la santé (OMS)

Bethany Caruso, Coordinatrice de projets de recherches, Université d'Emory : La GHM à l'école et Catherine Dolan, conférencière, Université d'Oxford : L'économie à deux X, les menstruations, l'éducation et la santé de la procréation au Ghana et en Ouganda

Chandra-Mouli Venkatraman, Scientifique, Santé sexuelle et de la procréation chez les adolescents, Organisation mondiale de la santé (OMS) : L'hygiène menstruelle et la santé

Archana Patkar, Directrice des programmes, WSSCC : L'hygiène menstruelle et le WASH : briser les tabous pour modifier les politiques et les pratiques grâce à une méthodologie innovatrice du changement comportemental



La Dre Jyoti Sanghera, du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), a fait preuve d'une franchise et d'un franc-parler exceptionnels au cours de son allocution d'ouverture de la réunion Hommage à la femme.

11h00-12h00

Examen de la question : Les enseignements tirés de la mise en œuvre des recherches, pratiques et politiques actuelles**Table ronde animée**

Président : Gib Bulloch, Directeur exécutif, Accenture Development Partnerships

Audrey Kettaneh, Spécialiste du programme Éducation au VIH et à la santé, UNESCO et Faiza Lahlou, Relations extérieures, Procter and Gamble (P&G) : L'hygiène menstruelle et l'éducation

Jennifer Schappert, Directrice du Développement de partenariats, Business for Social Responsibility (BSR) : L'hygiène menstruelle au travail

Vivian Hoffmann, Professeure assistante, Université du Maryland et Madeleine Fogde, Institut pour l'environnement de Stockholm : L'hygiène menstruelle et l'élimination des déchets

12h00-13h00

Étude de la collaboration, des synergies en pratique et de la programmation intersectorielle : les prochaines étapes**Table ronde animée**

Présidente : Archana Patkar, Directrice des programmes, WSSCC

13h00-14h30

Déjeuner et marché

Outils, démarches, matériel pour aborder les droits et les besoins des femmes et des filles en rapport avec la GHM

(AfriPads, BSR, Columbia University, Goonj, Forum scientifique international sur l'hygiène domestique [IFH], Procter and Gamble, Institut pour l'environnement de Stockholm, UNESCO, UNICEF, WaterAid, OMS, WSSCC et d'autres)

« Le renforcement de réseaux de chercheurs et de praticiens par le biais de réunions comme celle-ci constitue une formidable source d'inspiration pour de nouvelles études de qualité concernant la gestion de l'hygiène menstruelle. Rien ne vaut l'occasion de mettre un nom sur un visage, et de discuter ensemble pendant toute une journée. J'ai déjà initié une collaboration avec une personne que j'ai rencontrée au cours de cette réunion. »

Vivian Hoffmann,
Université du Maryland



Mme Joyce Jett, de MCDI, discute avec Mme Catherine Dolan, de l'Université d'Oxford.



Le chemin qu'il nous reste à parcourir

« Nous parlons d'égalité, de justice et de droits, mais nous couvrons ce phénomène naturel qui est responsable de la naissance et de la régénération de l'humanité d'un voile marqué par la honte, le silence et l'indignité. »

Archana Patkar,
WSSCC

« Les femmes et les filles sont entrées [dans le labo GHM] avec de l'appréhension, de la nervosité, de la timidité, et elles en sont ressorties avec le sourire. »

Archana Patkar,
WSSCC

En tant que professionnels du développement, nous nous classons d'après notre appartenance à divers domaines : la santé, l'éducation, les moyens de subsistance, l'agriculture, les situations d'urgence, le secteur WASH, etc. Mais arrêtons-nous un instant pour penser à notre façon de vivre en tant qu'êtres humains, en dehors de secteurs bien définis avec leurs frontières de financement délimitées. En tant qu'êtres humains, nous passons de la petite enfance et de l'enfance à l'adolescence, à l'âge adulte, puis à l'âge mûr, pour finalement atteindre la vieillesse. Tout au long de notre existence, nous apprenons, nous jouons, nous travaillons et nous nous reposons. Notre vie change, nos capacités physiques et mentales évoluent, des changements se produisent dans notre corps, nos angoisses et nos réalisations varient au fil des différentes étapes de la vie. Il s'agit là de réalités universelles. Alors, pourquoi bâtissons-nous des structures convenant à une espèce complètement différente de la nôtre ? Des structures bâties pour répondre à une vision standardisée de l'Homo sapiens, qui correspond rarement à la réalité de l'une ou l'autre des étapes de la vie d'un être humain ? Les différentes étapes biologiques de la vie d'une fille ont un corollaire social qui démarre aussi joyeusement que celui de leur petit frère, mais qui connaît un tournant impressionnant dès qu'elle atteint la puberté. Vers ses 9 ou 10 ans, un nuage noir apparaît avec ses premières règles, et le comportement des gens qui l'entourent commence à changer. On lui dit qu'elle devrait avoir honte, qu'elle doit souffrir en silence et qu'elle doit cacher ses pertes de sang mensuelles comme toute femme convenable. Elle ne s'attendait pas à avoir des règles, elle ne peut s'en réjouir, et elle va devoir cacher ses menstruations pendant quarante ans, vivant dans la crainte que les autres ne les voient ou ne les sentent. Elle ne pourra jamais se remettre de cette indignité.

Nous parlons d'égalité, de justice et de droits, mais nous couvrons ce phénomène naturel qui est responsable de la naissance et de la régénération de l'humanité d'un voile marqué par la honte, le silence et l'indignité. Si nous voulons parler du genre et des droits, commençons par des réalités très terre-à-terre : les femmes et les hommes sont différents, et c'est cette différence qui assure la perpétuation de l'humanité. Les menstruations constituent un élément essentiel de cette différence et de ma féminité. J'en parlerai, je les vivrai avec fierté et dignité, et il en sera de même pour mes filles, mes sœurs et mes amies, ainsi que pour toutes les personnes que je pourrai sensibiliser. Prêtez-vous aussi ce serment ?

L'approche de la GHM adoptée par le WSSCC se fonde sur un engagement général en faveur de l'élimination de la stigmatisation et de la discrimination dans notre façon de penser et de travailler. Nous allons nous engager à fond dans des questions délicates comme celle-ci en favorisant les partenariats, les changements de politique et les actions intersectorielles susceptibles de changer la vie des populations. Nous voulons provoquer des changements normatifs et pratiques à l'échelle nationale et globale. La première étape, et la plus importante, consistera à briser le silence. Ensuite, il faudra s'assurer que les demandes silencieuses soient entendues et que l'on y réponde de manière pratique.

La stratégie adoptée par le WSSCC en matière de plaidoyer et en pratique comporte trois volets : i) comprendre le processus biologique des menstruations et en parler en toute confiance et avec fierté ; ii) disposer des connaissances et des moyens de gérer le flux menstruel d'une manière sûre et digne grâce à l'utilisation de produits d'hygiène féminine adaptés, d'eau en suffisance et de savon permettant de se laver dans des endroits sécurisés ; et iii) pouvoir jeter les serviettes utilisées sans honte et sans nuire à l'environnement. Si l'on ne s'intéresse qu'aux programmes d'hygiène féminine et aux infrastructures sans lutter contre la stigmatisation et les tabous, on reproduira en quelque sorte les programmes de construction de latrines qui ont échoué parce qu'ils ne se penchaient pas sur les raisons pour lesquelles les populations n'utilisaient et n'entretenaient pas ces installations. Par contre, si nous brisons le silence, les femmes et les filles ne feront plus preuve de timidité, elles ne seront plus gênées ou honteuses, et elles réclameront ces services. La langue et les modèles changeront chez elles et à l'extérieur, et les marchés répondront à leurs besoins en leur proposant différents produits. Peut-être même qu'un jour, les gouvernements trouveront une manière de mettre en valeur ce sang porteur de vie, plutôt que de l'ignorer.

**Archana Patkar, Directrice des programmes,
Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement**



Les intervenants, de gauche à droite :

Dr Chandra-Mouli Venkatraman, Département Santé et développement de l'enfant et de l'adolescent, OMS ;

M. Gib Bulloch, Directeur exécutif, Accenture Development Partnerships ;


Mme Jennifer Schappert, Associée, services consultatifs, BSR ;

Mme Madeleine Fogde, Directrice de programmes, Institut pour l'environnement de Stockholm ;

Mme Vivian Hoffmann, Professeure assistante en agriculture et économie des ressources, Université du Maryland ;

Dr Chris Williams, Directeur exécutif, Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement ;

Mme Archana Patkar, Directrice de programmes, Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement.



Le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC)

Le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC) est une organisation composée de membres et de partenaires dont la mission est de sauver des vies et d'améliorer les conditions de vie des populations. Pour ce faire, il renforce la collaboration entre les organisations sectorielles et les spécialistes qui s'efforcent de faciliter l'accès à des installations sanitaires pour 2,5 milliards de personnes et à l'eau potable pour 780 millions de personnes. Grâce à ses travaux, le WSSCC contribue aux objectifs plus généraux de l'élimination de la pauvreté, de l'amélioration de la santé et de l'environnement, de l'égalité hommes-femmes et du développement économique et social à long terme. Le WSSCC apporte un soutien à des coalitions dans une vingtaine de pays et à ses membres dans plus de 160 pays. Son secrétariat, basé à Genève, opère sous les auspices du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS).

CONSEIL DE CONCERTATION POUR L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT

15 Chemin Louis-Dunant
1202 Geneva
Switzerland

Téléphone : +41 22 560 8181
Fax : +41 22 560 8184
www.wsscc.org
wsscc@wsscc.org

